



Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Chantal CLARAC, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Aline DESTAILLATS, Jacques DOMERGUE, Audrey LLEDO

Hors commission - Contrat territorial 2019-2021 entre la Région Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

La loi de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles (MAPTAM) du 27 janvier 2014 et la loi portant sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) du 7 août 2015, ont modifié le paysage institutionnel français. Ces réformes territoriales ont substantiellement changé l’organisation territoriale à deux égards :

- d’une part le renforcement des Régions, propice au développement d’une stratégie sur le grand territoire,
- et d’autre part l’affirmation des Métropoles comme moteurs essentiels de la croissance et de l’attractivité du territoire.

Dès lors, la relation entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Région Occitanie est au carrefour d’enjeux forts qui doivent conduire à des synergies pour mobiliser les ressources territoriales au service du développement. Pour relever ce défi, des coopérations stratégiques doivent s’établir entre la Région et la Métropole. Il s’agit aussi, dans un contexte budgétaire contraint, de renforcer la cohérence des politiques publiques dans les territoires et de concentrer les efforts sur les programmes et projets publics structurants.

Lors de son Assemblée Plénière du 30 juin 2017, la Région Occitanie a décidé d’engager une nouvelle génération de politiques contractuelles territoriales pour la période 2019-2021. Les contrats régionaux dénommés « *contrat territorial Occitanie / Pyrénées-méditerranée* » reposent sur les trois grands piliers que sont le développement économique et la formation professionnelle, le développement durable, la qualité de la vie et l’attractivité des territoires.

Le contrat-cadre a pour but d’organiser le partenariat à mettre en œuvre entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Région Occitanie pour :

- Agir pour l’attractivité, la cohésion sociale, la croissance durable et l’emploi dans le territoire de la Métropole ainsi que dans les bassins de vie qui le constituent ;
- Encourager les dynamiques innovantes dans les territoires, accompagner les projets prioritaires et consolider les atouts du territoire pour lui permettre de préparer l’avenir et de participer pleinement aux dynamiques de développement régional ;
- Accompagner et fortifier l’offre de services supérieurs et l’attractivité de Montpellier Méditerranée Métropole dans plusieurs domaines tels que le développement économique, le tourisme, l’environnement, le sport, la gestion des milieux aquatiques et les mobilités.

Ce contrat-cadre fixe les objectifs stratégiques pluriannuels communs. Une liste d’actions indicative a été élaborée et fera l’objet de programmes opérationnels de façon pluriannuelle.

Le montant total des opérations envisagées sous maîtrise d’ouvrage intercommunale, communale ou de tiers s’élève à 1 370 M €, dont 449 M € apportés par Montpellier Méditerranée Métropole et 106 M € en co-financement de la Région Occitanie. Sur la période considérée, les montants mobilisés pour les opérations pressenties s’élèveraient à environ 323 M €, dont 207,6 M € apportés par Montpellier Méditerranée Métropole et 59,6 M € par la Région Occitanie.

Il est à noter que ce contrat n’intègre pas encore les montants Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) Mosson et Programme de Renouvellement urbain d’Intérêt Régional (PRIR) Cévennes, lesquels sont en cours de définition avec les services de la Région Occitanie, en phase avec le montage de ces opérations mobilisant un large partenariat, dont l’Etat, l’ANRU et l’ANAH.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les objectifs ci-dessus énoncés pour le contrat territorial sur la période 2019-2021,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer le contrat territorial, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-86048-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Contrat territorial
- Tableau indicatif eds actions

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.